BILAN SOCIO ÉCONOMIQUE 1986

RÉGION DE L'OUTAOUAIS

Office de planification et de développement du Québec

Québec

Document préparé et rédigé par
la Direction régionale
de l'Outaouais

Septembre 1988

Recherche et texte
Gisèle Beauvais

Coordination
Direction des études et
politiques régionales

Graphiques et cartes
Service de la cartographie

Révision et édition
Service des communications

Dépôt légal — 4e trimestre 1988
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-18923-X

PRÉFACE

Je voudrais, par la présente, m'associer à la direction de l'Office de planification et de développement du Québec dans la présentation de ce bilan socio-économique qui, je l'espère, pourra être utile à tous ceux et celles qui s'intéressent au développement de leur région.

Comme vous le constaterez, il s'agit là d'un travail fort important, susceptible d'aider les citoyennes et les citoyens à être mieux informés des réalités régionales et partant, d'être plus aptes à les maîtriser et à les faire valoir en temps opportun.

En tant que ministre responsable du développement régional, je me réjouis de la collaboration interministérielle apportée à la réalisation de cet ouvrage et remercie les représentants des organismes qui ont accepté de participer à sa révision.

Marc-Yvan Côté,
Ministre responsable
du Développement régional

PRÉSENTATION

Depuis plusieurs années, l'Office de planification et de développement du Québec élabore des outils de développement propres à faciliter les interventions des principaux acteurs régionaux. La série des bilans régionaux s'inscrit dans cette continuité en permettant à chacune des régions d'avoir en main les principales informations qui la concernent.

Nous présentons aujourd'hui le Bilan socio-économique de la région de l'Outaouais qui regroupe les données les plus pertinentes à une approche intégrée du développement de cette région.

Nous espérons que la diffusion de cette information contribuera à soutenir les efforts de tous nos partenaires régionaux et pourra être utile dans la planification du développement régional au Québec.

Pierre Deland
Directeur général adjoint,
Régions Ouest du Québec

AVANT-PROPOS

Il arrive souvent que des organismes ou individus, dans le cadre d'interventions en matière de développement régional, recherchent un portrait instantané de la situation socio-économique de l'Outaouais.

Le Bilan socio-économique de l'Outaouais se veut une contribution en ce sens. Il fournit une synthèse des principaux indicateurs économiques de la région et un état de la situation dans divers secteurs d'activité socio-économique. Le Bilan couvre la période allant de 1985 à 1986. Il est le premier d'une série qui permettra d'effectuer des mises à jour sur une base régulière.

La direction régionale de l'OPDQ remercie les ministères et organismes opérant dans la région 07 qui ont collaboré à la préparation de ce document.

La directrice régionale
de l'Outaouais

Diane Pintal

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE III
PRÉSENTATION V
AVANT-PROPOS VII
LISTE DES TABLEAUX XI
LISTE DES CARTES XII
LISTE DES GRAPHIQUES XII
LISTE DES ABRÉVIATIONS XIII
DÉFINITIONS XIII

SYNTHÈSE ET PERSPECTIVES

PARTIE 1: LE CADRE RÉGIONAL

1.1 L'Outaouais, une région frontalière 3
1.2 L'Outaouais, une région urbaine 4
1.3 L'Outaouais, une région ressource 4

PARTIE 2: LES GRANDS INDICATEURS

2.1 La population 7
2.2 Le marché du travail 8
2.2.1 L'emploi 8
2.2.2 Le chômage 10
2.2.3 Le travail à temps partiel 10
2.2.4 Le travail au féminin 12
2.3 Le revenu personnel disponible 13
2.4 Les investissements privés et publics 14

PARTIE 3: LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

3.1 Le secteur primaire 17
3.1.1 L'agriculture 17
3.1.2 L'exploitation forestière 18
3.2 Le secteur secondaire 19
3.2.1 Le secteur manufacturier 19
3.2.2 La construction 20
3.3 Le secteur tertiaire 21
3.3.1 L'administration publique 22
3.3.2 Le commerce 22
3.3.3 Le tourisme 22
3.3.4 Les transports 23
3.3.5 L'éducation 23
3.3.6 Les services 24
3.3.7 La haute technologie 24
3.3.8 La recherche et le développement 25

PARTIE 4: LES DOMAINES SOCIAL ET CULTUREL

4.1 La santé et les services sociaux 27
4.2 La culture 28

PARTIE 5: LE DYNAMISME RÉGIONAL 29

PARTIE 6: LA PRÉSENCE GOUVERNEMENTALE DANS LA RÉGION

6.1 Les investissements gouvernementaux 31
6.2 Les programmes majeurs et les Sociétés d'État 33
6.3 Les programmes de création d'emplois 34
6.4 Le Sommet socio-économique 35
6.5 L'OPDQ et le développement régional 35

CONCLUSION 37

ANNEXE 1 38

Note: Dans cette publication, le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	Variation de la population de 1981 à 1986, pour les MRC et la CRO	7
Tableau 2	Population totale par groupe d'âge, 1986	8
Tableau 3	Principaux indicateurs du marché du travail de la région de l'Outaouais, d'Ottawa-Hull, et de l'ensemble du Québec	10
Tableau 4	Emploi à temps plein, à mi-temps et durée moyenne du chômage selon le sexe et certains groupes d'âge dans la région de l'Outaouais	12
Tableau 5	Évolution du revenu personnel disponible per capita, dans la région de l'Outaouais et dans l'ensemble du Québec	13
Tableau 6	Indice du revenu personnel disponible per capita par division de recencement	13
Tableau 7	Dépenses des secteurs privé et public en immobilisations et en réparations dans la région de l'Outaouais	15
Tableau 8	Dépenses en immobilisations et en réparations par secteurs d'activité, dans la région de l'Outaouais	15
Tableau 9	Dépenses des secteurs privé et public en immobilisations et en réparations par région administrative	16
Tableau 10	Répartition sectorielle de l'emploi dans les régions administratives du Québec	17
Tableau 11	Répartition de l'emploi selon les secteurs d'activité économique, dans la région de l'Outaouais	18
Tableau 12	Répartition de l'emploi dans le secteur manufacturier, dans la région de l'Outaouais	20
Tableau 13	Dépenses de l'ensemble de l'administration publique québécoise dans la région de l'Outaouais	31
Tableau 14	Ensemble des investissements publics dans la région de l'Outaouais	32
Tableau 15	Dépenses de l'administration publique fédérale en immobilisations et en réparations dans la région de l'Outaouais	32
Tableau 16	Synthèse des budgets d'immobilisation des ministères dans la région de l'Outaouais	33
Tableau 17	Programmes de création d'emplois administrés par le MMSR	34
Tableau 18	Programmes de création d'emplois administrés par le MIC, de 1984 à 1986	35

LISTE DES CARTES

Carte 1 Les régions administratives du Québec XIV
Carte 2 Répartition de la population dans la CRO et la MROC 5
Carte 3 Outaouais, région administrative 9

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 Taux de chômage des régions du Québec, 1986 11
Graphique 2 Dépenses des secteurs privé et public dans l'Outaouais, 1984-1986 14
Graphique 3 Répartition de l'emploi dans le secteur tertiaire, 1986 21

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BSQ	Bureau de la statistique du Québec
CCN	Commission de la capitale nationale
CRO	Communauté régionale de l'Outauais
CRSSSO	Conseil régional de la santé et des services sociaux de l'Outaouais
CTCRO	Conseil de transport de la communauté régionale de l'Outaouais
FDR	Fonds de développement régional
MAC	Ministère des Affaires culturelles
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation du Québec
MER	Ministère de l'Énergie et des Ressources
MIC	Ministère de l'Industrie et du Commerce
MLCP	Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche
MMSR	Ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu
MRC	Municipalité régionale de comté
OPDQ	Office de planification et de développement du Québec
PDIR	Programme de développement de l'industrie régionale
PECEC	Programme expérimental de création d'emplois communautaires
SAO	Société d'aménagement de l'Outaouais
UQAH	Université du Québec à Hull

DÉFINITIONS

Population active (main-d'oeuvre): Nombre d'individus, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

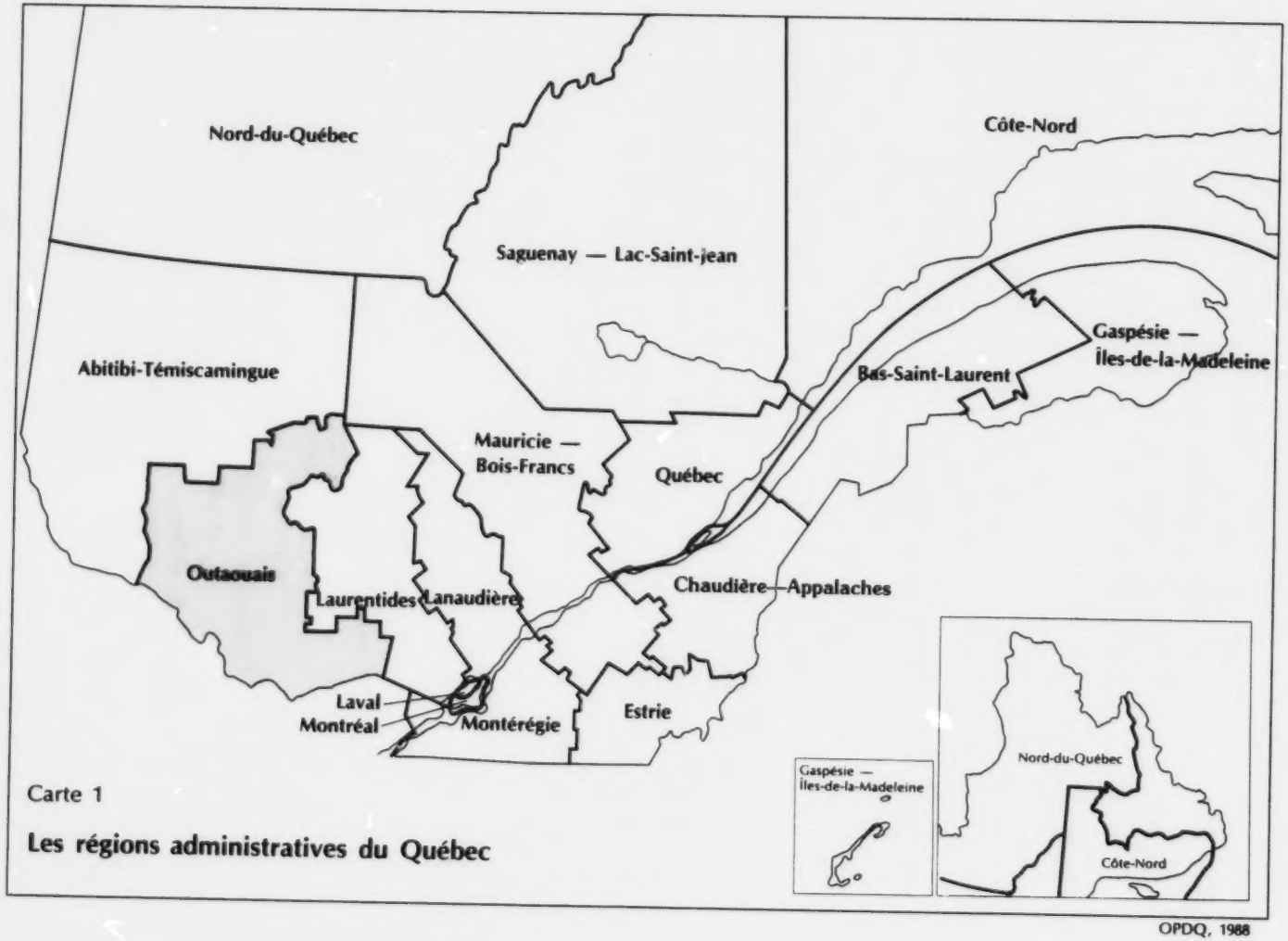
Emploi: Nombre d'individus qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à celle des personnes occupées utilisée par l'Enquête sur la population active, de Statistique Canada.

Chômeurs: Individus qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

$$\text{Taux de chômage} : \frac{\text{Nombre de chômeurs}}{\text{Population active}} \times 100$$

$$\text{Taux d'activité} : \frac{\text{Population active}}{\text{Population de 15 ans et plus}} \times 100$$

$$\text{Rapport emploi/population} \quad \frac{\text{Emploi}}{\text{Population de 15 ans et plus}} \times 100$$



Carte 1

Les régions administratives du Québec

OPDQ, 1988

SYNTHÈSE ET PERSPECTIVES

La réalité outaouaise est caractérisée par une problématique particulière à une région frontalière greffée à la région de la capitale nationale. Quel que soit le document consulté ou le secteur abordé, il en est fait mention.

Il apparaît que la proximité de l'Est ontarien et la polarisation qui en résulte ont tendance à inhiber le développement harmonieux de plusieurs secteurs d'activité. Toutefois, il n'est pas possible de passer sous silence les avantages que cette situation confère à la région : accès à l'emploi fédéral et à des équipements sociaux, culturels, commerciaux et scientifiques de premier ordre, présence d'un marché important. Il faut de plus mentionner l'existence d'importants secteurs d'activité pour lesquels le potentiel de rattrapage de l'Outaouais est considérable.

Il est maintenant possible d'identifier les signes d'un certain changement dans la façon d'aborder cette situation particulière. La région commence à miser sur les éléments positifs qu'elle peut retirer de sa situation et œuvre sur plusieurs fronts à la fois.

Les domaines de la santé, des services et du commerce sont l'objet d'efforts concertés de la part des secteurs public et privé et ceux-ci ont permis d'ores et déjà d'effectuer un important rattrapage. Le potentiel de développement dans ces domaines se fera sentir dans toute la zone urbaine ainsi que dans le Pontiac. Le développement commercial entamé de façon particulièrement spectaculaire à Gatineau devrait se poursuivre dans les années qui suivent. Les efforts de rapatriement des clientèles entrepris par le réseau des Affaires sociales commencent à porter fruit.

La présence des ministères et organismes du gouvernement fédéral qui sont de gros consommateurs de biens et de services n'a pas encore été suffisamment exploitée par les entreprises de l'Outaouais. Toutefois, elle constitue un atout important pour le développement de l'entrepreneurship régional. Il n'est pas encore possible d'affirmer que l'on assiste dans l'Outaouais à l'émergence d'un nouvel esprit d'entrepreneurship, plus dynamique, plus pragmatique, plus « branché » sur sa région. Mais force nous est de constater que ce sujet intéresse de plus en plus d'intervenants et suscite des initiatives de toutes parts. Dans le domaine de la haute technologie notamment, un certain nombre de projets en développement doivent venir renforcer les créneaux de développement du logiciel, l'un des secteurs à l'intérieur duquel la région a le plus de chance de se démarquer.

Dans d'autres cas, les preuves sont déjà faites. Dans le domaine culturel, le Salon du livre, qui représente la plus importante manifestation culturelle de l'Outaouais et constitue le troisième Salon en importance au Québec, a pris une telle ampleur grâce à ses organisateurs qui ont su attirer une clientèle ontarienne en plus de la clientèle régionale.

La forte performance du secteur de la construction domiciliaire s'explique en partie par le fait que plusieurs Ontariens ont choisi d'élire domicile au Québec à cause des coûts de logement moins élevés.

Ce qui précède vient confirmer que tout se passe comme si la population de l'Outaouais avait pris davantage conscience que la région devait faire contrepoids aux forces d'assimilation de la province voisine, en s'appuyant sur une image positive de ses différences (ses institutions, sa langue et ses ressources) et en développant un plus fort sentiment d'appartenance à son territoire.

La région tente donc de mieux jouer une de ses cartes maîtresses: le fait que la partie urbaine de l'Outaouais fait partie d'une vaste région économique qui est la quatrième agglomération urbaine en importance au Canada après Toronto, Montréal et Vancouver, et qu'elle se situe à proximité du siège du gouvernement canadien.

PARTIE 1: LE CADRE RÉGIONAL

La région administrative de l'Outaouais est située au sud-ouest du Québec. Elle est limitée au Nord et à l'Ouest par l'Abitibi-Témiscamingue, à l'Est par la région des Laurentides et au Sud par l'Ontario. Elle couvre une superficie de 32 906 km^2 [1], et comprend les MRC de la Vallée de la Gatineau, de Papineau et du Pontiac et la Communauté régionale de l'Outaouais.

L'histoire du développement de l'Outaouais a longtemps été caractérisée par deux facteurs particuliers: l'exploitation de la ressource forestière et sa localisation aux portes de la capitale nationale située dans la province voisine.

Ce deuxième facteur a entraîné avec le temps une forte urbanisation de la bande de territoire située face à Ottawa.

C'est ainsi que, pour bien comprendre le développement de la région et ce, quel que soit le secteur d'activité étudié, il faut tenir compte de trois réalités: l'Outaouais est une région frontalière, une région urbanisée et, en même temps, une région de ressources.

Ces caractéristiques se manifestent de la manière suivante:

1.1 L'Outaouais: une région frontalière

La rivière des Outaouais constitue la frontière naturelle entre le Québec et l'Ontario et la zone urbaine de Hull- Aylmer-Gatineau fait face à la capitale canadienne. Comparativement aux autres régions du Québec qui sont contiguës à une autre province ou aux États-Unis, la population de l'Outaouais entretient de façon beaucoup plus systématique des échanges quotidiens avec une autre province, l'Ontario.

Elle traite donc constamment avec deux contextes législatifs, politiques, administratifs et linguistiques en matière d'aménagement, de transport, de fiscalité, de travail, d'éducation, de santé, etc. (L'annexe 1 présente les organismes d'intervention particuliers à l'Outaouais)

Les liens étroits entre les communautés de l'Est ontarien et de l'Ouest québécois permettent à la population outaouaise d'avoir accès à des équipements sociaux, culturels et commerciaux de premier ordre. Mais ils permettent aussi dans tous les cas de faire le constat de la suprématie de l'autre province. De plus, le poids démographique de la zone d'Ottawa est très largement supérieur à celui de la population québécoise. Le rapport est d'environ 70-30, ce qui conduit à la prépondérance de la culture anglophone dans la zone métropolitaine.

Les fuites commerciales vers l'Ontario atteignent depuis les cinq dernières années 100 M $ annuellement et la consommation globale de services tels que musées, cinémas, restaurants et services de santé atteint 40 % des achats régionaux.

Pour la seule année 1983-1984, la consommation des services de santé en Ontario occasionnait à la Régie de l'assurance-maladie du Québec des déboursés de près de 63,5 M $ au profit des hôpitaux de l'Est ontarien et plus de 7 M $ au profit des médecins de l'Ontario.

Le seul quotidien francophone de l'Outaouais a son siège social à Ottawa.

Le lien routier le plus rapide et le plus direct avec Montréal est situé sur le territoire ontarien.

La capitale canadienne reçoit près de 2,5 millions de touristes annuellement. Une très faible proportion (5 à 10 %) de ces touristes visitent l'Outaouais même si 40 % d'entre eux sont des résidants du Québec.

1. MAM — Répertoire des municipalités du Québec.

À cette situation s'ajoute la présence du gouvernement fédéral qui constitue d'abord une source prépondérante d'emplois par sa fonction publique et par les multiples services connexes qu'il génère. Par ailleurs, le gouvernement fédéral intervient massivement dans le développement de l'Outaouais par le biais de la Commission de la capitale nationale (CCN). La CCN, dont l'objectif est de veiller au développement de la capitale[1] en tant que symbole commun de la fierté nationale, intervient par des mesures concrètes telles que l'acquisition et l'aménagement de terrains, l'installation d'infrastructures diverses et la localisation d'édifices administratifs fédéraux et de grands équipements culturels ou touristiques. Les manifestations les plus tangibles de la présence de la CCN ont d'abord été ses investissements dans les espaces de verdure (Parc de la Gatineau) et de villégiature (Camping du Lac Philippe). La CCN a par la suite orienté ses interventions dans le sens d'un rééquilibrage des édifices fédéraux vers le côté québécois de son territoire. Plus de 25 000 fonctionnaires fédéraux ont maintenant Hull comme lieu de travail.

1.2 L'Outaouais: une région urbaine

La présence de deux grandes entreprises reliées à l'exploitation forestière, la CIP à Gatineau et E.B. Eddy à Hull, ont été à l'origine de la localisation des deux communautés les plus importantes de l'Outaouais: Hull et Gatineau. Mais, c'est la présence du gouvernement fédéral qui a finalement façonné le visage urbain de la région. La population est principalement concentrée sur une bande de territoire située le long de la rivière des Outaouais face à Ottawa. (voir carte 2).

La situation est désormais la suivante:

— L'Outaouais urbain constitue la troisième plus grande concentration de population au Québec.

— La région métropolitaine de Gatineau-Hull-Aylmer/Ottawa représente la quatrième agglomération urbaine d'importance au Canada.

— Plus de 79 % de la population de la région habite le territoire de la Communauté régionale de l'Outaouais.

— Les régions rurales se dépeuplent lentement. De 1971 à 1981, deux MRC sur trois, celles du Pontiac et de la Vallée-de-la-Gatineau ont subi des baisses de population et, de 1981 à 1986, la tendance se poursuit.

— Le tissu urbain est déséquilibré. Il n'y a que trois villes de plus de 25 000 habitants: Aylmer, Hull et Gatineau, et trois villes entre 5 000 et 10 000 habitants: Buckingham, Maniwaki et Lapêche. Cinq de ces six villes sont situées sur le territoire de la Communauté régionale de l'Outaouais.

1.3 L'Outaouais: une région de ressources

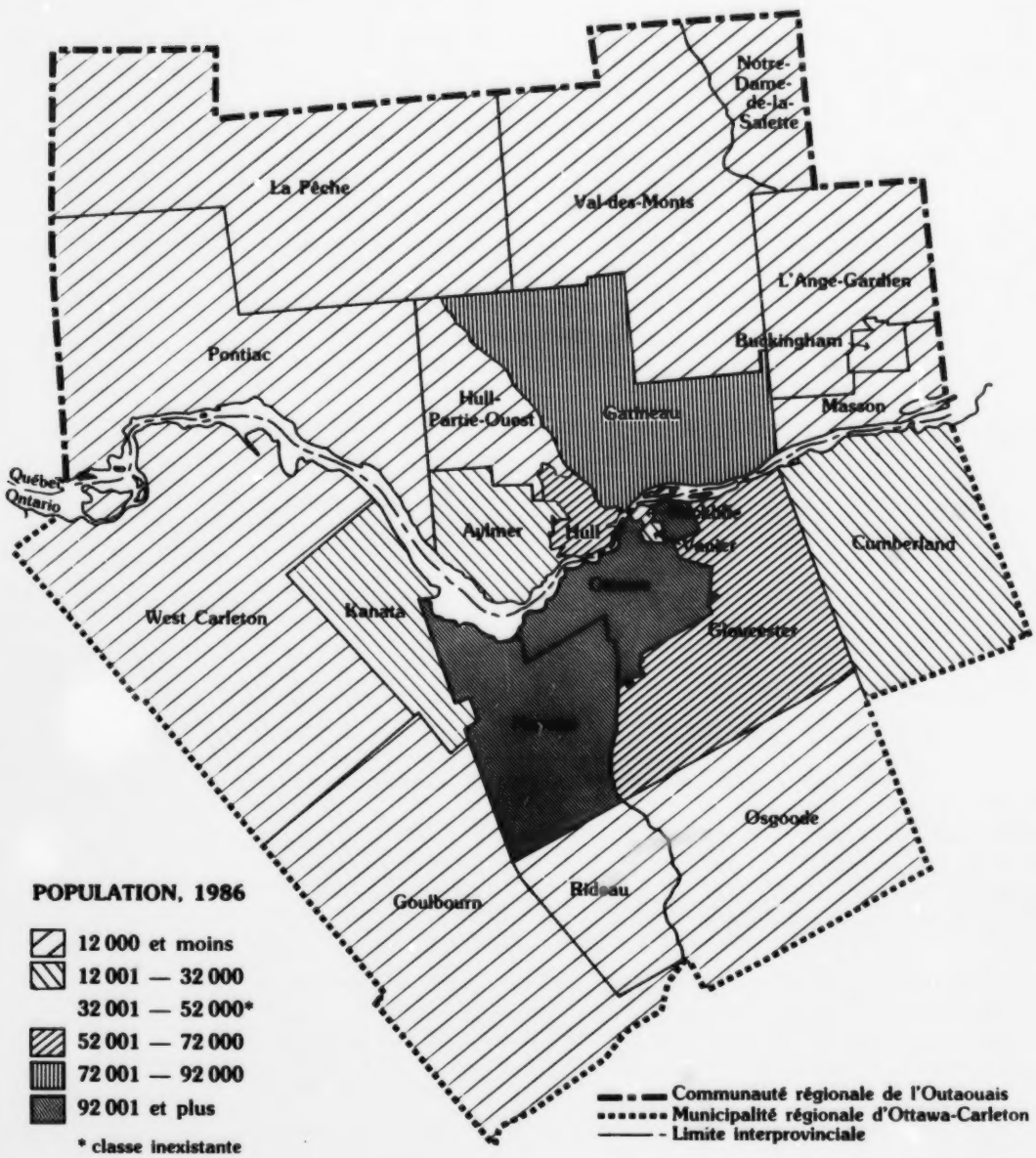
À cause de son climat et de sa situation géographique, l'Outaouais possède des ressources forestières très diversifiées et d'excellente qualité. Le secteur forestier a d'ailleurs longtemps été le moteur économique de la région. Encore aujourd'hui, l'essentiel de l'armature industrielle est lié à l'exploitation et à la transformation de la ressource forestière.

En termes concrets, 22 % des meilleures terres forestières du Québec se retrouvent dans l'Outaouais. Ses forêts comptent 30 % du volume des érables en croissance et 40 % de tout le bouleau jaune disponible au Québec. Les forêts

1. Le territoire de la CCN englobe presque totalement celui de la Communauté régionale de l'Outaouais.

Carte 2

Répartition de la population dans la CRO et la MROC



OPDQ 1988

de l'Outaouais offrent également une possibilité annuelle de récolte en pin blanc représentant les deux tiers de la production québécoise. Par ailleurs, plus du tiers des bois francs du Québec sont coupés dans l'Outaouais.

Il faut aussi mentionner, pour compléter ce bref portrait, que:

— l'Outaouais produit 25 % du bœuf de boucherie du Québec;
— on retrouve en Outaouais 12 % des pourvoiries du Québec;
— enfin, la faune terrestre se caractérise par une grande diversité d'espèces tandis que la pêche sportive offre plus de variétés qu'ailleurs (plus de 70 espèces ont été répertoriées).

PARTIE 2: LES GRANDS INDICATEURS

2.1 La population

En 1986, l'Outaouais comptait 256 815 habitants. Depuis 1981, l'augmentation est de 5,7 % soit un pourcentage d'augmentation nettement supérieur à celui de l'ensemble du Québec. L'Outaouais compte environ 3,9 % de la population totale du Québec et, selon les prévisions du Bureau de la statistique du Québec[1], cette proportion devrait se maintenir jusqu'aux abords de l'an 2 000. Le taux d'accroissement actuel est dû en partie au programme Corvée-Habitation qui a attiré vers l'Outaouais beaucoup de jeunes familles de l'Est ontarien.

La population de l'Outaouais est très inégalement répartie sur le territoire. En fait, la très grande majorité habite la zone métropolitaine de Gatineau-Hull-Aylmer et le long de la rivière des Outaouais. La Communauté régionale qui couvre cette zone métropolitaine compte 79 % de la population de la région. D'ailleurs, avec ses 202 959 habitants en 1986, elle représente la troisième plus grande agglomération du Québec.

Cet écart entre les parties urbaine et rurale va se poursuivre si l'on tient compte du faible pourcentage d'augmentation de la population des MRC, comme le démontre le tableau suivant:

TABLEAU 1
ÉVOLUTION DE LA POPULATION DE 1981 À 1986, POUR LES MRC ET LA CRO
Région de l'Outaouais

	1981	1986	1986/1981 %
CRO	189 005	202 959	+7,4
MRC Vallée-de-la-Gatineau	19 470	19 480	+ ,05
MRC Papineau	18 350	18 790	+2,4
MRC Pontiac	16 170	15 586	−3,6
Total	**242 995**	**256 815**	**+5,7**

Source: Recensement de 1981 et 1986, Données dérivées par le BSQ.

Notons enfin qu'à l'extérieur de la CRO, la population est dispersée dans des localités dépassant rarement deux milles habitants. La ville de Maniwaki avec ses 5 300 habitants devient la seule agglomération d'importance du Nord de la région et elle se situe à 135 kilomètres du grand centre urbain de la région Hull-Gatineau-Aylmer.

La population outaouaise a connu un certain vieillissement de 1961 à 1981, tout comme l'ensemble de la population québécoise. Toutefois, comme le montre tableau 2, la structure d'âge de la région demeure plus jeune que celle de l'ensemble du Québec, avec 39,3 % de sa population dans le groupe des moins de 25 ans.

1. BSQ, Perspectives démographiques infra-régionales 1981-2001, Décembre 1984.

TABLEAU 2
POPULATION TOTALE PAR GROUPE D'ÂGE, 1986
Région de l'Outaouais

	0-14	15-24	25-44	45-64	65 et plus
			%		
Région de l'Outaouais	22,0	17,3	34,9	18,1	7,7
Ensemble du Québec	20,5	16,2	33,4	19,9	10,0

Source: Statistique Canada, Recensement de 1986, compilation spéciale OPDQ.

Sur le plan ethno-linguistique, les données de 1981 montrent que 80 % de la population de l'Outaouais est de langue maternelle française. La population anglophone est regroupée dans la CRO et dans les comtés de Gatineau et de Pontiac. Dans ce dernier comté, elle est majoritaire avec 55 % de la population. C'est aussi dans l'Outaouais que se retrouve la plus grande communauté portuguaise à l'extérieur de Montréal. Celle-ci s'est installée dans la partie urbaine de la CRO, particulièrement à Hull et elle compte environ 6 000 personnes. Ces dernières années, l'immigration a été constante; elle amène entre 200 et 300 personnes par année. À cet égard, la région est quatrième au Québec, presque ex-aequo avec l'Estrie et loin derrière Québec et Montréal.

2.2 Le marché du travail

Après avoir connu un net recul en 1983-1984, l'Outaouais a rejoint en 1985 les régions en situation de reprise et son économie a suivi favorablement le cycle d'expansion qu'a connu le Québec. En 1986, cependant, la situation du marché du travail a encore une fois régressé.

2.2.1 L'emploi

Contrairement à la tendance québécoise, l'Outaouais comptait, en 1986, 1 900 emplois de moins qu'en 1985. Il s'agit d'une baisse de 1,7 % alors que l'ensemble du Québec enregistrait une augmentation de 2,2 %.

La région a quand même gardé la tête de file sur le plan de l'emploi parmi les régions du Québec avec des taux d'activité de 67,2 % en 1985 et 66,4 % en 1986, (voir tableau 3). Le rapport emploi/population (58,2 %) reste élevé par rapport à l'ensemble du Québec (55,5 %) en 1986, mais est inférieur à la région de la Montérégie (59,0 %).

Une comparaison rapide des mêmes indicateurs avec la région d'Ottawa-Hull, qui englobe à toutes fins pratiques l'ensemble de la CRO, indique d'abord le fort dynamisme qui règne dans la zone ontarienne avec un taux d'activité de 71,3 % en 1986. Mais il oblige aussi à constater que le haut pourcentage d'activité de l'Outaouais est dû à la force de sa partie urbaine et que la situation de l'emploi est nettement inférieure à l'ensemble du Québec dans les parties rurales de la région.

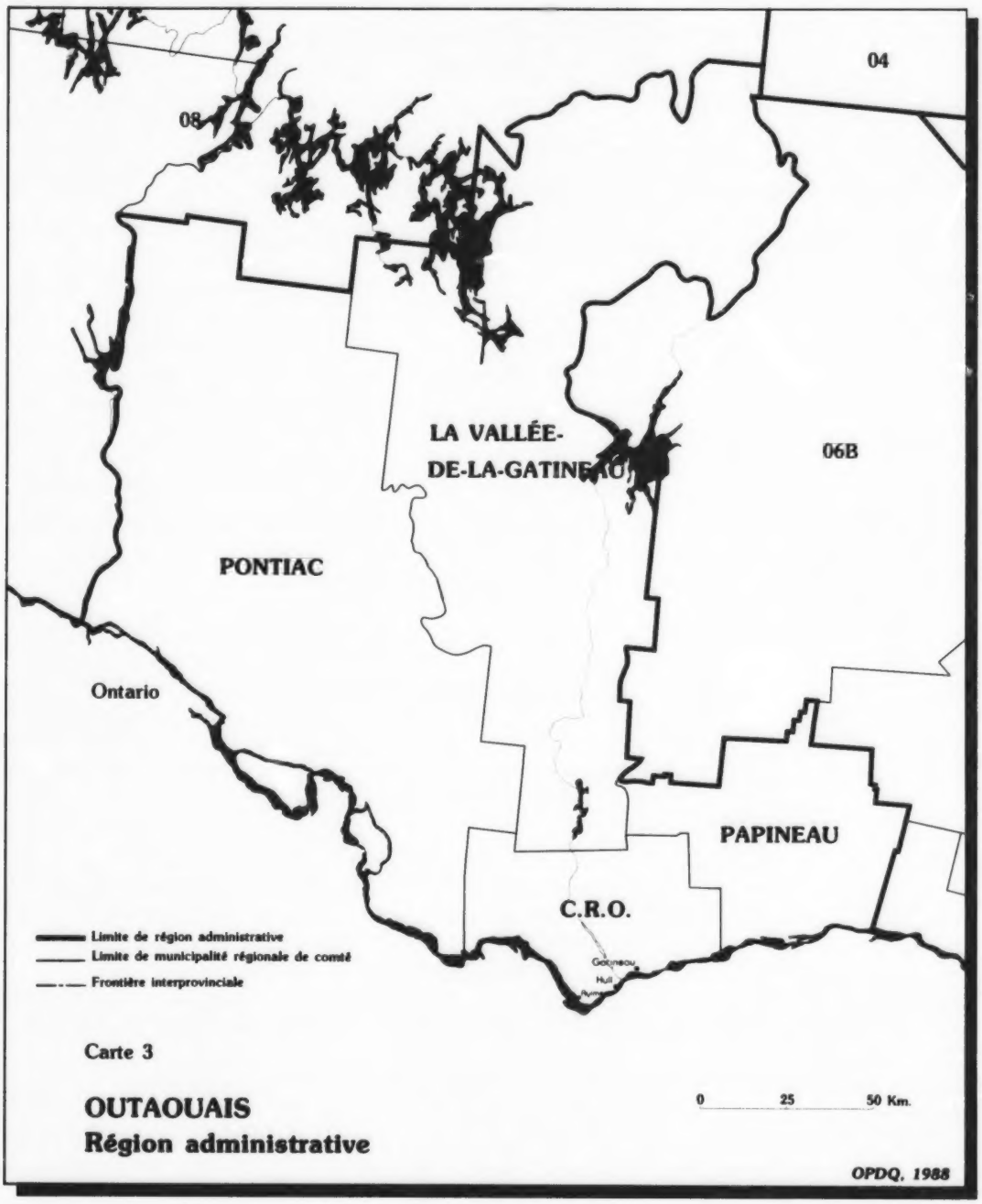

04
08
LA VALLÉE-
DE-LA-GATINEAU
06B
PONTIAC
Ontario
PAPINEAU
C.R.O.
Limite de région administrative
Limite de municipalité régionale de comté
Frontière interprovinciale
Carte 3
OUTAOUAIS
Région administrative
0 25 50 Km.
OPDQ, 1988

TABLEAU 3
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS, D'OTTAWA-HULL ET DE L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Indicateurs du marché du travail	Région Outaouais			Région Ottawa-Hull			Ensemble du Québec		
	1985	1986	Taux de croissance %	1985	1986	Taux de croissance %	1985	1986	Taux de croissance %
Pop. de 15 ans et plus (,000)	189,5	191,8	1,2	593,3	604,1	1,8	5 115,3	5 162,2	0,9
Pop. active (,000)	127,4	127,3	-0,1	419,0	430,9	2,8	3 180,1	3 221,8	1,3
Pers. occupées (,000)	113,5	111,6	-1,7	383,3	394,6	2,7	2 804,5	2 865,4	2,2
Chômeurs (,000)	13,9	15,7	12,9	34,7	36,2	4,3	376,4	355,8	-5,5
Taux de chômage (%)	10,9	12,3	—	8,3	8,4	—	11,8	11,0	—
Taux d'activité (%)	67,2	66,4	—	70,6	71,3	—	62,2	62,4	—
Rapport emploi/ population (%)	59,9	58,2	—	64,8	65,3	—	54,8	55,5	—

Remarque: La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des arrondissements.
Source: CANSIM, marque déposée de la base de données ordinolingues de Statistique Canada, Compilation spéciale M.M.S.R

2.2.2 Le chômage

Le taux de chômage est passé de 10,9 % en 1985 à 12,3 % en 1986, soit un taux supérieur à celui de la province. La durée moyenne du chômage est passée de 22 semaines en 1985 à 24,1 semaines en 1986. Ceci confirme la détérioration du marché du travail. Les analyses du ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu indiquent que ce sont particulièrement les femmes de 15 à 29 ans qui ont eu à souffrir de la mauvaise situation économique dans la région en 1986.

2.2.3 Le travail à temps partiel

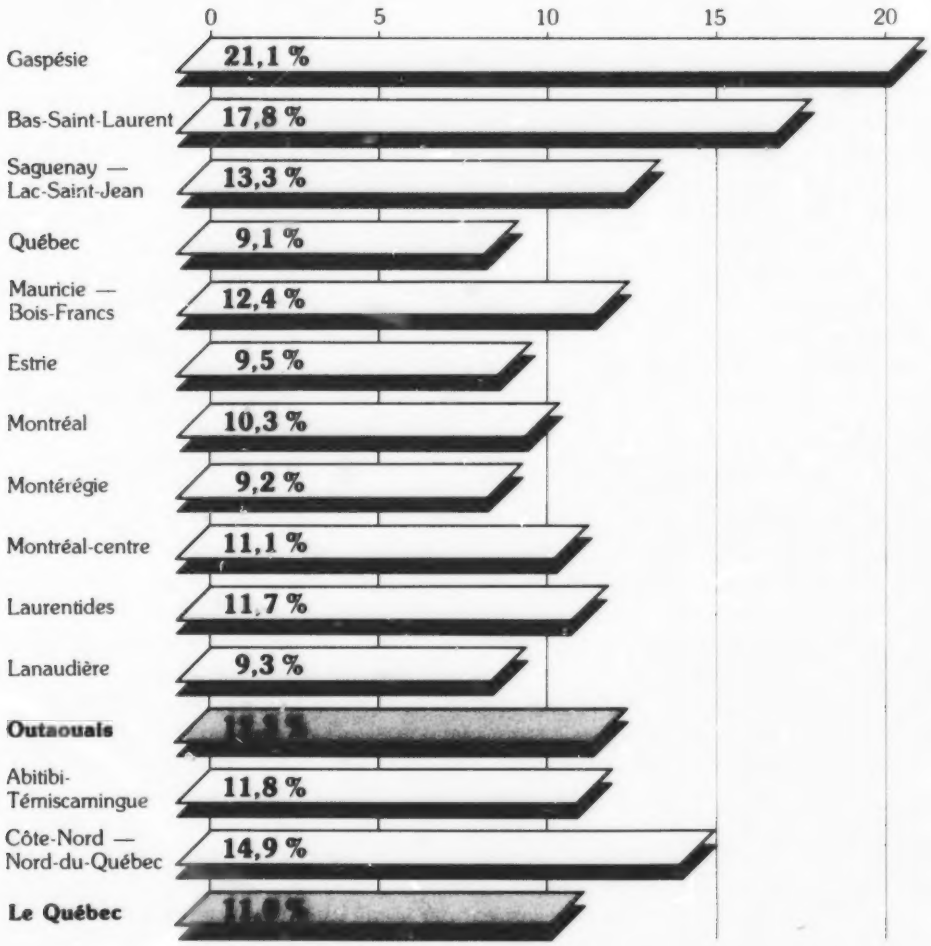
Depuis quelques années, le travail à temps partiel s'accroît rapidement dans le secteur des services. Ce phénomène s'applique à la grandeur du Québec mais est plus frappant dans l'Outaouais où se fait sentir une plus forte tertiarisation de l'économie régionale qu'ailleurs.

Ces emplois à temps partiel sont en majorité occupés par des femmes. Déjà, en 1980, une proportion de 20,5 % d'entre elles occupaient ce type d'emploi.

Selon les données du tableau 4, la totalité ou presque des emplois perdus dans l'Outaouais étaient des emplois à temps partiel. Ce tableau indique de plus que seules les femmes ont été affectées, le nombre d'emplois à temps partiel occupés par celles-ci passant de 10 000 à 7 000 alors que le nombre d'emplois de ce type occupé par des hommes restait stationnaire à 5 000.

Graphique 1

Taux de chômage des régions du Québec, 1986



***Source*: Statistique Canada, *Population active*, décembre 1986.**

TABLEAU 4
EMPLOI À TEMPS PLEIN, À MI-TEMPS ET DURÉE MOYENNE DU CHÔMAGE SELON LE SEXE ET CERTAINS GROUPES D'ÂGE
Région de l'Outaouais

Sexe et groupes d'âge	Temps plein (,000)			Mi-temps (,000)			Durée moyenne du chômage (semaines)	
	1985	1986	Taux de croissance %	1985	1986	Taux de croissance %	1985	1986
Les deux sexes								
— 15 ans et plus	99,0	100,0	1,0	14,0	11,0	-20,0	22,0	24,1
— 15 à 29 ans	36,0	35,0	-2,7	9,0	8,0	-11,1	17,5	18,7
Hommes								
— 15 ans et plus	60,0	60,0	0,0	5,0	5,0	0,0	24,8	25,1
— 15 à 29 ans	19,0	20,0	5,3	4,0	4,0	0,0	17,9	18,7
Femmes								
— 15 ans et plus	39,0	40,0	2,6	10,0	7,0	-30,0	18,3	22,5
— 15 à 29 ans	16,0	16,0	0,0	5,0	4,0	-20,0	N.D.	N.D

Remarques: 1. Les variations en % sont caculées à partir des données arrondies.
2. La somme des composantes ne correspond pas nécessairement au total en raison des arrondissements.
3. N.D.: Non disponible.

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, Compilation spéciale, M.M.S.R.

2.2.4 Le travail au féminin

L'Outaouais, comme le Québec en entier, a connu une évolution rapide de la participation des femmes à l'emploi rémunéré. En 1981, la proportion était de 46 % pour l'ensemble du Québec et de 50,4 % pour l'Outaouais[1].

La structure de l'activité économique amène les femmes de la région à se retrouver surtout dans le secteur des services (94,5 %) et à être quasi absentes des secteurs secondaires (3,8 %) et primaires (1,5 %). Les moyennes québécoises sont bien différentes avec des proportions de 80 %, 18 % et 2 %.

Bien que le revenu moyen des femmes de l'Outaouais soit, comme ailleurs, inférieur à celui des hommes, celles-ci sont en général mieux payées que dans les autres régions; 24 % d'entre elles ont un revenu supérieur à 15 000 $ alors que, dans le reste du Québec, cette proportion n'est que de 16 %. Cela s'explique facilement par le fait que de nombreuses femmes travaillent pour le gouvernement fédéral, où les salaires sont relativement élevés.

Ces faits masquent cependant une autre réalité: celle des femmes qui habitent à l'extérieur du noyau urbain de Hull-Gatineau-Aylmer.

Ces femmes vivent de manière accentuée les conditions socio-économiques plus difficiles des milieux ruraux peu développés. Parmi celles-ci, il faut faire état des conditions de travail nettement moins avantageuses à cause du faible éventail des emplois disponibles et de leur concentration dans le secteur primaire, du taux de chômage souvent deux fois plus élevé qu'en milieu urbain et du niveau de scolarité plus faible à cause de l'accessibilité restreinte aux établissements scolaires de niveaux supérieurs.

1. L'ensemble des données sur le travail au féminin est tiré du « Portrait socio-économique des femmes de l'Outaouais », Resscoplan inc. Avril 1985. Le document se base sur une analyse des données du recensement de 1981.

2.3 Le revenu personnel disponible

Depuis plusieurs années, le revenu personnel disponible per capita dans la région se situe aux environs de 95 % du niveau québécois. Avec l'augmentation enregistrée en 1986, l'Outaouais est l'une des deux régions à dépasser l'indice de l'ensemble du Québec derrière la région de Montréal, qui elle, enregistre sept points au-dessus de l'indice global de la province. (Voir tableau 5).

TABLEAU 5
ÉVOLUTION DU REVENU PERSONNEL DISPONIBLE PER CAPITA (en $)
Région de l'Outaouais et ensemble du Québec

	1976	1981	1986
		$	
Outaouais	**4 579**	**7 713**	**12 135**
Ensemble du Québec	4 830	8 087	12 040
Indice (Québec = 100)	95	95	101

Source: MEIR, Indicateurs économiques, Québec 1986, Juin 1987.

Il faut cependant constater encore une fois que les revenus ne sont pas répartis de manière uniforme sur le territoire. Les données sur le revenu personnel disponible par division de recensement[1] montrent que les revenus des centres urbains excèdent la moyenne québécoise (110 %), alors que les secteurs ruraux ont des revenus bien inférieurs, avec 74,8 % de la moyenne du Québec dans le Pontiac et 89,7 % dans Papineau. (voir tableau 6)

TABLEAU 6
INDICE DU REVENU PERSONNEL DISPONIBLE PER CAPITA, PAR DIVISION DE RECENSEMENT
Région de l'Outaouais et ensemble du Québec

	1986
Divisions de recensement	**Indice (Québec = 100)**
Gatineau	110
Hull	110
Papineau	89,7
Pontiac	74,8
Outaouais	101
Ensemble du Québec	100

Source: The Financial Post, Canadian market, 1986.

Ces disparités peuvent s'expliquer d'une part, par les revenus relativement élevés et stables dont jouissent les employés de la fonction publique et ceux de quelques grandes entreprises industrielles principalement localisées dans les zones urbaines. D'autre part, les zones rurales étant liées à des activités économiques cycliques et/ou saisonnières (agriculture, forêt, bois), les travailleurs des sous-régions ont d'une façon générale des revenus plus faibles et moins réguliers.

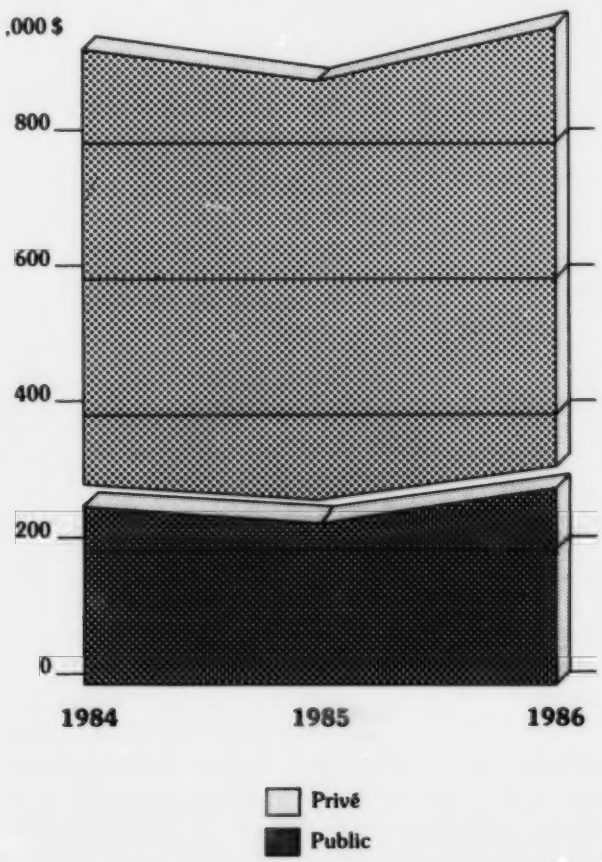
1. La division de recensement de Gatineau inclut la ville d'Aylmer, ce qui influence à la hausse l'indice du revenu personnel disponible per capita.

2.4 Les investissements privés et publics

De 1984 à 1986, les dépenses totales en immobilisations et en réparations dans la région de l'Outaouais se sont élevées à 3,6 milliards de dollars. Les dépenses des secteurs privé et public ont été respectivement de 77 % et 23 % du montant total. L'Outaouais a attiré ainsi en moyenne, en trois ans, 5,3 % des investissements totaux du Québec.

Graphique 2

Dépenses des secteurs privé et public dans l'Outaouais, 1984-1986



Source: BSQ, Investissements privés et publics, 1984-1986.

TABLEAU 7
DÉPENSES DES SECTEURS PRIVÉ ET PUBLIC EN IMMOBILISATIONS ET EN RÉPARATIONS
Région de l'Outaouais (,000 $)

	1984	1985	1986	Total Outaouais	Total Québec	Outaouais/ Québec %
Privé	945 140	890 731	972 817	2 808 688	48 732 569	5,8
Public	266 035	293 830	291 986	851 851	20 099 931	4,2
Total	1 211 175	1 184 561	1 264 803	3 660 539	68 828 100	5,3

1984 — Dépenses réelles
1985 — Dépenses réelles provisoires
1986 — Prévisions révisées (mi-année)

Source: BSQ Investissements privés et publics au Québec 1984-1986, tableaux 7 et 8.

Ainsi, contrairement aux années précédentes, l'Outaouais a obtenu un taux d'investissement supérieur au prorata de la population. De plus, depuis 1982, on assiste à une augmentation régulière des investissements privés qui atteignent maintenant près de 80 % du total des investissements. Enfin, le total des investissements est maintenant largement supérieur à ceux des années 1982-1983. Ils reflètent en cela la reprise économique mais leur tendance à se stabiliser renvoie à un certain plafonnement déjà noté sur le plan de la création d'emplois.

Les mêmes investissements considérés par secteurs d'activité se répartissent globalement, sur 3 ans, de la façon suivante: 7 % dans le secteur primaire et la construction, 16,1 % dans le secteur secondaire et 76,8 % dans le tertiaire.

TABLEAU 8
DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS ET EN RÉPARATIONS PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ
Région de l'Outaouais (,000 $)

	1984	1985	1986	Total	% du secteur
Secteur primaire et construction	87 394	87 430	83 148	257 972	7
Secteur secondaire	204 424	176 699	206 438	587 561	16
Secteur tertiaire	919 356	920 433	973 216	2 813 005	76,8

Source: BSQ, Investissements privés et publics au Québec 1984-1986, tableau 15.

Les activités agricoles représentent près de la moitié des investissements dans le secteur primaire. Dans le secteur secondaire, les activités reliées aux pâtes et papiers totalisent plus de 65 % des investissements. Quant au secteur tertiaire, il est largement dominé par les investissements reliés à l'habitation (1 347 556 $). L'importance des investissements dans ce secteur est liée à l'augmentation de la construction résidentielle dans la région provoquée par le programme Corvée Habitation et au faible taux de vacance des logements.

Par rapport aux autres régions du Québec, l'Outaouais arrive en sixième place au niveau des investissements totaux réalisés sur une période de trois ans, derrière les régions de Montréal, Québec, Saguenay—Lac-St-Jean, Mauricie—Bois-Francs et Côte-Nord—Nord-du-Québec.

TABLEAU 9
DÉPENSES DES SECTEURS PRIVÉ ET PUBLIC EN IMMOBILISATIONS ET EN RÉPARATIONS, PAR RÉGION ADMININSTRATIVE (,000 $)

Région Administrative	Total 1984-1986[1]
Bas Saint-Laurent—Gaspésie	1 922 382
Saguenay—Lac-Saint-Jean	3 791 874
Québec	9 012 765
Mauricie-Bois-Francs	5 454 923
Estrie	2 911 407
Montréal	36 198 084
Outaouais	**3 660 538**
Abitibi-Témiscamingue	2 080 365
Côte-Nord—Nord-du-Québec	3 795 762
Total	68 828 100

(1) 1984: dépenses réelles
1985: dépenses réelles provisoires
1986: prévisions révisées (mi-année)

Source: BSQ, Investissements privés et publics au Québec, 1984-1986, tableau 6.

PARTIE 3: LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

L'économie de l'Outaouais est dominée par le tertiaire où se retrouvait, en 1986, 77,6 % de l'emploi. Elle est semblable en cela à la région de Québec qui affiche 75,5 % de ses emplois dans ce secteur. Les deux régions se distinguent de la sorte à cause de la présence massive d'une administration publique.

TABLEAU 10
RÉPARTITION SECTORIELLE DE L'EMPLOI DANS LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC

	1986 %			
	Primaire	**Secondaire**	**Tertiaire**	**Total**
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	13,9	18,0	68,1	100,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	7,2	21,7	71,1	100,0
Québec	5,8	18,7	75,5	100,0
Mauricie—Bois-Francs	9,4	28,8	61,8	100,0
Estrie	6,7	31,8	61,5	100,0
Montréal	0,3	25,4	74,3	100,0
Laurentides—Lanaudière	4,5	28,9	66,6	100,0
Montérégie	3,1	28,0	68,9	100,0
Outaouais	**3,7**	**18,7**	**77,6**	**100,0**
Abitibi — Témiscamingue	19,4	14,9	65,7	100,0
Côte-Nord—Nord-du-Québec	16,4	14,8	68,0	100,0
Ensemble du Québec	**4,4**	**24,6**	**71,0**	**100,0**

Source: MMSR, Estimations du marché du travail, 1987.

À cause de cette structure particulière, la région a subi plus tardivement qu'ailleurs au Québec les contrecoups de la récession de 1982. La reprise elle aussi s'est effectuée plus lentement. Ce n'est qu'au milieu de l'année 1985 qu'un regain de l'emploi (+ 17,7 %) était constaté particulièrement dans les secteurs primaire et secondaire.

Mais cette conjoncture favorable n'a pas duré et l'année 1986 enregistrait une chute de 13,2 % de l'emploi comparativement à une légère hausse de 0,9 % au Québec. Le nombre d'emplois disponibles passait de 87 943 en juillet 1985 à 76 329 en juillet 1986. Tous les secteurs, à l'exception des secteurs de la finance, des assurances et de l'immobilier, ont affiché des réductions de leurs effectifs.[1]

Les causes les plus importantes de ce recul de l'emploi régional sont liées au ralentissement du secteur des services ainsi qu'aux coupures d'effectifs et de budgets dans les administrations publiques et parapubliques.

3.1 Le secteur primaire

Le secteur primaire de l'Outaouais occupait 4 500 personnes en 1985. Ce nombre a fléchi légèrement en 1986 mais peu de changement est prévu au cours des prochaines années.

3.1.1 L'agriculture

Les sols de l'Outaouais[2] ont un fort potentiel bio-physique et ils sont considérés, au Québec, parmi les plus propices à l'agriculture; 9,7 % des terres à haut potentiel agricole du Québec[3] s'y retrouvent. La région compte 2 966 exploitations agricoles et le produit brut agricole était évalué, en 1985, à 110 M $ par Statistique Canada.

1. MMSR, *Bulletin régional sur le marché du travail*, région de l'Outaouais vol 6 no 3, novembre 1986, p.11. Il est à noter que le nombre d'emplois disponibles dans l'Outaouais est inférieur de plusieurs milliers au nombre de personnes occupées à cause du lieu de travail situé en Ontario pour plus de 30 000 travailleurs de la région.

2. Nous parlons ici de la « région agricole » définie par le MAPAQ. Elle englobe la région administrative de l'Outaouais et les comtés municipaux de Labelle et Argenteuil.

3. Catégorie Aa de l'inventaire des terres au Canada.

TABLEAU 11
RÉPARTITION DE L'EMPLOI SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE
Région de l'Outaouais (,000)

	1985	1986
SECTEUR PRIMAIRE	**4,5**	**4,1**
— Agriculture	2,5	2,8
— Autres primaires	2,0	1,3
SECTEUR SECONDAIRE	**20,0**	**20,9**
— Manufacturier	13,0	12,9
— Construction	7,0	8,0
SECTEUR TERTIAIRE	**89,0**	**86,6**
— Transports, Communications et autres services publics	6,0	7,0
— Commerce	15,0	14,3
— Finances, Assurances et Affaires immobilières	4,0	5,0
Services	39,0	35,9
dont		
• médicaux et sociaux	10,1	9,7
• enseignement	8,5	8,6
• aux entreprises et aux personnes	5,0	7,2
• hébergement et restauration	6,8	6,8
— Administration publique	25,0	24,4
TOTAL[1]	**113,5**	**111,6**

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active* et Services des études régionales et de l'analyse conjoncturelle, M.M.S.R.

L'agriculture de la région repose sur la production laitière et l'élevage des bovins de boucherie. L'élevage occupe 1 460 producteurs et est réparti à peu près également sur le territoire. L'Outaouais produit 25 % du bœuf de boucherie du Québec. L'industrie laitière est surtout développée dans les zones de Papineau, de Labelle, de l'est du Pontiac et dans la partie rurale de la CRO. Elle occupe la moitié moins de producteurs que l'élevage (700 producteurs) mais elle procure généralement des revenus cinq fois plus élevés.

Il serait possible de tirer un meilleur parti du potentiel agricole de la région. D'abord, en favorisant la mise en valeur des quelque 84 000 acres non cultivés. Ensuite, en développant des secteurs à haut potentiel: l'horticulture et les céréales. Mais d'abord et avant tout, il faut travailler à l'implantation d'infrastructures de transformation et de mise en marché et au développement des réseaux de distribution.

3.1.2 L'exploitation forestière

La région possède 22 % des meilleures terres forestières du Québec. La situation géographique de l'Outaouais alliée à des conditions climatiques favorables en ont fait une région par excellence de feuillus au Québec. L'Outaouais possède plus de 30 % du volume des érables en croissance, 40 % de tout le bouleau jaune disponible et 70 % du volume des autres feuillus tels que le tilleul, le frêne, le chêne, le hêtre et l'orme.

Même si, comparativement aux autres régions, l'Outaouais est une région de feuillus, les résineux sont les espèces les plus accessibles avec 50 % du volume total et ils fournissent 75 % du volume total exploité annuellement.

1. La somme des composantes ne correspond pas nécessairement aux totaux en raison des arrondissements et de certains sous-secteurs manquants.

Face à cette situation, les principaux efforts de développement devront tendre vers l'utilisation plus complète de la ressource forestière et ce, tant par l'utilisation totale de chaque tige que par l'utilisation des autres essences feuillues actuellement peu recherchées.

Dans l'immédiat, le secteur forestier génère une activité importante dans les zones rurales de la région. Il a occupé entre 1 300 et 2 000 personnes en 1985-1986. C'est une nette amélioration par rapport aux années 1981, 1982 et 1983 où la récession faisait des ravages dans ce secteur très sensible à la conjoncture économique nord-américaine.

3.2 Le secteur secondaire

3.2.1 Le secteur manufacturier

Le secteur manufacturier de l'Outaouais se caractérise par une faiblesse des activités en ce qui a trait au nombre d'emplois et au manque de diversification. En 1985, seulement 13 000 travailleurs de l'Outaouais s'occupaient d'activités de transformation. Il s'agit de 11,5 % de l'emploi régional, soit le plus faible pourcentage de toutes les régions administratives, la moyenne québécoise étant de 19,5 %.

En 1986, sur la vingtaine de groupes industriels répertoriés par Statistique Canada, ceux du bois et des pâtes et papiers regroupent plus de la moitié des emplois: 6 700 sur 12 900. Les autres catégories ayant une certaine importance sont les aliments et boissons (800 emplois), l'imprimerie et l'édition (1 200 emplois) et les produits électriques (800 emplois). (Voir tableau 12).

À l'instar de la population outaouaise, l'activité manufacturière se concentre sur le territoire de la Communauté régionale de l'Outaouais. En effet, 60 % des entreprises et 73 % des emplois s'y retrouvent. Dans les MRC de Papineau, Pontiac et de la Vallée de la Gatineau, l'activité manufacturière est très restreinte et se limite presqu'exclusivement au sciage et au déroulage de bois. L'imposition récente par les Américains d'un tarif douanier de 15 % sur les importations de bois d'œuvre canadien risque d'affecter très négativement l'économie des régions rurales de l'Outaouais.

Globalement, on assiste au double phénomène de la tertiairisation de l'économie régionale et au déclin du secteur manufacturier. Une étude du MMSR sur la structure manufacturière de l'Outaouais, produite en novembre 1986, explique ce deuxième phénomène par plusieurs facteurs dont:

« — le réaménagement urbain de la ville de Hull par l'implantation des édifices de l'administration publique fédérale;
— l'effet de polarisation exercé par la région d'Ottawa-Carleton, dont le secteur industriel s'est accaparé certains marchés tel celui des aliments et boissons, jadis en croissance dans la région;
— les lacunes de l'infrastructure routière, notamment l'inexistence d'un axe Est-Ouest d'importance reliant rapidement l'Outaouais à la grande région de Montréal;
— la faiblesse des retombées des achats du gouvernement fédéral du côté québecois de la zone de la capitale canadienne;
— la faible diversification de la base industrielle de la région et son corollaire, c'est-à-dire sa trop forte concentration dans la transformation du bois.
— la faible présence de la P.M.E. qui est due, à l'évidence, à la faiblesse de l'entrepreneurship local;

— enfin, la privation de la région, pendant une longue période, de certains programmes de stimulation des investissements au moment même où l'Est ontarien jouissait d'une attention particulière »[1].

TABLEAU 12
RÉPARTITION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER DANS LA RÉGION DE L'OUTAOUAIS

Activités manufacturières	1986
Aliments et boissons	800
Tabac	—
Caoutchouc et plastique	100
Cuir	—
Textile	100
Habillement	500
Bois	1 600
Meuble	600
Pâtes et papiers	5 100
Imprimerie et édition	1 200
Métaux primaires	200
Produits métalliques	300
Machinerie	100
Équipement de transport	100
Produits électriques	800
Produits minéraux non métalliques	400
Pétrole et charbon	—
Industrie chimique	600
Divers	400
Total — Secteur manufacturier	**12 900**

Source: Statistique Canada et le Service des études régionales et de l'analyse conjoncturelle du MMSR.

3.2.2 La construction

Le nombre de travailleurs de la construction dans l'Outaouais en 1985 était de 7 000 soit 6,2 % de l'emploi régional total alors que la moyenne québécoise était de 4,5 %.

Entre 1983 et 1985, la région a connu une activité intense dans ce secteur, particulièrement dans la construction domiciliaire. Cette activité importante était liée en partie au programme Corvée-Habitation qui a permis la construction de 3 494 logements dans la région[2]. Comparativement aux autres régions, l'Outaouais s'est classée troisième, après Montréal et Québec pour la valeur des investissements et quatrième pour le nombre de logements.

Le taux de vacance des logements, qui était inférieur à 1 % au début des années 1980, est maintenant de plus de 8 % dans les trois villes de l'Outaouais métropolitain.

La construction non-résidentielle connaît de bonnes perspectives, compte tenu de la multitude de projets récemment mis en chantier ou qui le seront très bientôt. Qu'il suffise de mentionner la construction du magasin Eaton et d'un autre centre d'achat à Gatineau, le Musée des civilisations à Hull et le campus du Collège de l'Outaouais à Gatineau. Enfin, tout le programme de développement du nouveau centre-ville de Gatineau qui pourrait occasionner des dépenses de plus de 5 M $ pour la seule mise en place des infrastructures.

1. M.M.S.R., *Bulletin régional sur le marché du travail*, vol 6, no 3, novembre 1986, p. 25.

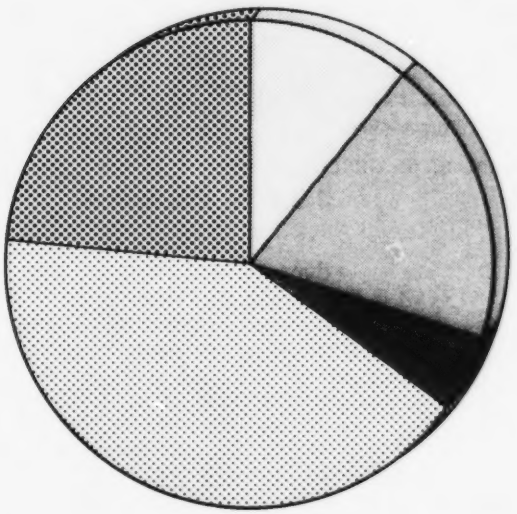
2. Corvée-Habitation, 4e rapport annuel, Juin 86.

3.3 Le secteur tertiaire

Parmi les régions administratives québécoises, l'Outaouais affiche, avec 77,6 % des emplois dans ce secteur, le plus fort taux de tertiairisation au Québec. La moyenne québécoise est de 71,6 %. La présence de la fonction publique fédérale dans la zone métropolitaine d'Ottawa-Hull explique en grande partie cette spécialisation régionale.

Graphique 3

Répartition de l'emploi dans le secteur tertiaire, 1986



Source : MMSR, Direction régionale, 1985-1987.

3.3.1 L'administration publique

En 1985, un total de 25 000 personnes de la région de l'Outaouais travaillaient dans l'administration publique. La grande majorité de ces personnes ont un employeur unique : le Gouvernement fédéral, et environ 75 % d'entre elles travaillent à Ottawa. Depuis la construction à Hull, au cours des années 1970, d'édifices à bureaux qui abritent près de 20 000 employés fédéraux, environ 14 000 résidants de l'Ontario travaillent dans l'Outaouais. Cela a permis de développer un nombre appréciable de commerces et de services qui contribuent au rééquilibrage de la consommation entre les deux rives. Les activités de la fonction publique fédérale tendent ainsi à intégrer l'économie de l'ensemble de la région de la capitale nationale.

La région vit depuis quelques années à l'heure des restrictions budgétaires de la Fonction publique fédérale. Plusieurs organismes sont tenus de réduire leurs budgets et leur personnel. Cette situation a occasionné une perte de 600 emplois en 1986 et de nouvelles pertes sont prévues en 1987.

La situation est relativement semblable dans l'administration québécoise. Dans l'ensemble des administrations publiques, seules quelques municipalités comme Gatineau et Hull connaissent des augmentations d'effectifs, notamment dans les domaines de la sécurité publique et de la gestion municipale.

3.3.2 Le commerce

La dépendance chronique de la région face à un secteur commercial très dynamique à Ottawa et dans l'Est ontarien a empêché l'émergence d'un pôle régional bien articulé sur la rive québécoise. De ce fait, la région se situe au-dessous de la moyenne québécoise avec 13,2 % des emplois dans ce secteur d'activité en 1985. Pour l'ensemble du Québec, la moyenne est de 17,5 %.

La situation du commerce s'améliore lentement et une légère augmentation de l'emploi dans ce secteur est prévue, notamment avec la concrétisation prochaine des investissements annoncés, particulièrement dans la ville de Gatineau (magasin Eaton, nouveau centre d'achat et développement du centre-ville).

Ailleurs dans la région, la zone du Pontiac subit elle aussi l'attraction de la rive ontarienne mais cette fois au profit des villes de Renfrew et de Pembroke. La tendance y est d'autant plus forte que plus de la moitié de la population est de culture anglo-saxonne.

3.3.3 Le tourisme

Le potentiel de développement touristique de la région repose à la fois sur la qualité de ses ressources naturelles et sur la proximité des deux bassins importants de population que constituent la région de Montréal (plus de 3 millions de personnes) et la région frontalière de l'Est Ontario (près de 1 million de personnes). À la présence de cette clientèle potentielle, il faut également ajouter les quelque 2,5 millions de personnes qui viennent visiter la capitale canadienne chaque année et dont moins de 10 % traversent la rivière pour effectuer de brèves excursions sur la rive québécoise de la région de la capitale canadienne.

En matière d'offre, le secteur de la pourvoirie occupe une place de choix dans l'Outaouais avec plus de 90 pourvoiries, quatre zones d'exploitation contrôlée et trois réserves fauniques. Le tourisme de plein air constitue également un secteur d'activité important pour l'Outaouais qui concentre 14 % des

installations de ski alpin au Québec, 20 % des résidences secondaires et des chalets, vingt-deux terrains de golf et une vingtaine de manifestations et d'événements.

Toutefois, les équipements de support à l'industrie touristique accusent d'importantes lacunes: les équipements d'hébergement et de restauration sont insuffisants, principalement à l'extérieur de la zone urbaine de Hull-Gatineau. Le réseau routier n'offre aucun lien est-ouest, à part la route 148 qui longe la rivière des Outaouais, ce qui cause un cloisonnement peu favorable au développement de circuits touristiques. Les structures d'accueil et d'information touristique sont peu organisées et la signalisation touristique fait défaut.

La mise en marché des produits touristiques de l'Outaouais n'a pas encore fait l'objet d'une véritable stratégie concertée entre les trois MRC et la CRO, à partir d'une image de marque touristique particulière, comme l'ont fait d'autres régions du Québec. Chaque sous-région s'adresse essentiellement à une clientèle traditionnelle qui lui est propre: la MRC Pontiac vise la clientèle frontalière de l'Est Ontario; la MRC Vallée de la Gatineau, la clientèle ontarienne et américaine de chasseurs, pêcheurs et amateurs de plein air; la MRC Papineau, la clientèle de villégiateurs venant de la région de Montréal; et la CRO, la clientèle de la région de la capitale nationale.

Un plan de développement touristique en préparation doit permettre de remédier à cette situation.

3.3.4 Les transports

Le réseau de transport de l'Outaouais a dans une large mesure été développé de façon à desservir le centre d'activité le plus important soit Ottawa. Toutes les routes et voies ferrées y convergent et l'aéroport d'Uplands à Ottawa est l'aéroport principal. La meilleure liaison routière vers Montréal est située en Ontario (autoroute 417), privant ainsi la région d'un achalandage porteur de développement.

Notons cependant que des améliorations ont été apportées récemment. Les segments de l'autoroute 50 situés sur le territoire de la CRO sont presque complétés et la plupart des intervenants régionaux prévoient sa poursuite jusqu'à sa jonction à l'autoroute 13 et Mirabel dans un prochain avenir. De plus, plusieurs projets importants d'amélioration des routes existantes ont été annoncés, notament ceux concernant la route 105 et le réseau urbain.

L'aéroport de Gatineau, qui offre plusieurs liaisons quotidiennes avec Québec, constitue une infrastructure régionale d'importance.

3.3.5 L'éducation

Le réseau scolaire de l'Outaouais se compare généralement à celui des autres régions du Québec en ce qui a trait aux infrastructures et aux services, pour les niveaux primaire et secondaire.

Toutefois, la région enregistre les taux de scolarité parmi les plus bas du Québec. On en attribue souvent la cause au fait que beaucoup de jeunes abandonnent les études faute de choix de cours suffisamment diversifié et faute de ressources financières pour s'inscrire ailleurs au Québec ou à Ottawa.

L'autre élément particulier à l'Outaouais est le fait que plusieurs jeunes quittent la région immédiatement après le secondaire. La région n'abrite qu'une seule institution d'enseignement dispensant une formation de niveau collégial sur son territoire: le Collège de l'Outaouais. Celui-ci, malgré une excellente croissance et le développement de nouveaux programmes ces dernières

années, voit sa force d'attraction limitée à cause du nombre restreint de spécialités offertes au secteur professionnel ainsi que de la concurrence du Collège Algonquin d'Ottawa et des autres cegeps du Québec offrant des spécialités plus nombreuses. L'annonce de l'ouverture prochaine (septembre 1988) d'un campus du Collège à Gatineau aidera sûrement à solutionner une partie de ce problème si celui-ci peut offrir d'autres spécialités que celles déjà disponibles.

Au niveau de l'enseignement supérieur, la situation est similaire. L'Université du Québec à Hull (UQAH) voit ses clientèles augmenter de façon spectaculaire depuis sa création. En termes d'étudiants équivalents temps complet, l'UQAH accueillait 1 631,21 étudiants en 1980-1981 et 2 422,25 en 1984-1985. Il n'en reste pas moins que l'Université ne dessert pas encore adéquatement sa clientèle potentielle parce qu'elle ne peut offrir un éventail suffisant de programmes, particulièrement dans les disciplines des sciences et sciences appliquées.

En fait, les deux institutions d'enseignement post-secondaires sont affectées par la conjoncture de décroissance des investissements dans leur domaine. Cette situation cause un nouveau retard dans l'implantation de programmes essentiels au développement de la région.

3.3.6 Les services

Pour ce qui est du nombre d'emplois, le secteur des services est aussi important dans l'Outaouais (33,5 %) que dans l'ensemble du Québec (33,4 %). Mais c'est par rapport au lieu de travail que se situe la différence fondamentale, les emplois de cette catégorie se retrouvant en majeure partie à Ottawa. Toutes les études démontrent en effet que le secteur des services est sous-développé dans l'Outaouais. Une grande partie des services aux entreprises et des marchés de la sous-traitance échappe aux entreprises de l'Outaouais. Il en est de même pour les services aux particuliers tels que le cinéma, la restauration ou les consultations médicales.

Depuis deux ou trois ans, le discours économique s'est précisé dans la région. Plusieurs démarches ont été entreprises par des organismes gouvernementaux comme la Société d'Aménagement de l'Outaouais et le ministère de l'Industrie et du Commerce pour informer la communauté d'affaires des possibilités offertes par le marché ontarien ainsi que par les achats de biens et services par le gouvernement fédéral. Par exemple, le développement du secteur de l'imprimerie dans la région est directement relié à l'obtention de contrats avec le gouvernement fédéral.

La stratégie la plus souvent envisagée et sur laquelle plusieurs organismes et entreprises travaillent, consiste à l'implantation d'une masse critique suffisante en ce qui concerne le nombre d'entreprises et d'emplois complémentaires contribuant à générer une spirale de développement. Cette approche commence à donner de bons résultats, notamment dans le domaine de la haute technologie.

3.3.7 La haute technologie

Depuis le début des années 1980, l'Outaouais commence à se distinguer dans le tertiaire moteur, particulièrement dans le secteur de la haute technologie, où la proximité de la capitale fédérale est en voie de devenir un élément positif du développement régional.

En effet, tous les facteurs qui ont fait de la région de la capitale nationale une des plus importantes régions en Amérique du Nord en matière d'informatique et de haute technologie influencent également le développement de l'Outaouais québécois.

Depuis le début des années 1980, plusieurs nouvelles entreprises se sont installées dans l'Outaouais, notamment ACDS Système graphique Inc., Computational Methods Ltd, Omzig, et les institutions d'enseignement s'engagent résolument dans le développement de programmes de formation dans ce domaine.

3.3.8 La recherche et le développement

L'Outaouais vit ici un paradoxe unique au Québec: c'est une des régions les moins développées sur le plan des activités scientifiques alors qu'elle est l'une de celles où se retrouve la plus grande concentration de scientifiques et de technologues.

En effet, la partie urbaine de la région compte proportionnellement plus de spécialistes des sciences naturelles, du génie, des mathématiques et des sciences sociales que l'Ile de Montréal (5,7 % contre 5,4 %). Toutefois, ces spécialistes travaillent en forte majorité dans la province voisine où le gouvernement du Canada exploite une vingtaine de laboratoires et centres de recherche et emploie à cet effet près de 10 500 personnes. Seulement 200 d'entre elles environ se consacrent à des travaux de recherche ou de développement dans l'Outaouais et les sommes qui y sont allouées annuellement ne dépassent pas les 10 M $[1].

À cette absence presque totale d'activités scientifiques dans l'Outaouais mises en œuvre par le gouvernement fédéral, il faut ajouter d'autres lacunes importantes. Signalons d'abord que, contrairement à la plupart des régions du Québec, l'Outaouais ne possède aucun centre de recherche, ni « centre d'excellence » d'une quelconque importance, qu'ils soient publics ou privés. On n'y trouve qu'une unité de recherche sur l'adaptation des oiseaux en milieu urbain. De plus, l'absence en région de centres hospitaliers universitaires et de centres de recherche en santé et services sociaux constitue un obstacle majeur à la réalisation de programmes en recherche et développement dans le domaine socio-sanitaire.

Même l'industrie des pâtes et papiers, solidement implantée dans l'Outaouais, ne fait pas de recherche et de développement en région sauf quelques essais sporadiques et généralement empiriques.

Et pourtant, malgré un tel bilan, l'Outaouais peut faire état de quelques réussites . Par exemple, les travaux de la Société de conservation de l'Outaouais en matière de protection des forêts qui attirent l'attention du monde entier et l'implantation toute récente du Centre de recherche en sylvichimie, projet jugé prioritaire lors du Sommet socio-économique régional de mai 1986. Également, le positionnement rapide de l'Université du Québec à Hull dans le domaine de l'informatique.

La progression rapide des nouvelles entreprises dans ce secteur et l'intérêt marqué des intervenants régionaux et des institutions d'enseignement supérieur laissent présager un meilleur avenir pour la recherche et le développement dans l'Outaouais.

1. Le comité chargé de la réalisation du bilan scientifique et technologique de l'Outaouais, *bilan de l'activité scientifique et technologique de l'Outaouais*, Juin 1985, p.26 et 103.

PARTIE 4: LES DOMAINES SOCIAL ET CULTUREL

L'Outaouais n'échappe pas ici non plus à l'attraction de la capitale nationale et elle accuse un certain retard dans son développement, particulièrement en matière d'équipements.

4.1 La santé et les services sociaux

Au chapitre de la santé et des services sociaux, la région de l'Outaouais compte 36 établissements: 9 centres locaux de services communautaires (CLSC), 1 centre de services sociaux, 10 centres hospitaliers dont 3 offrant spécifiquement des soins prolongés et 16 centres d'accueil dont 4 de réadaption et 12 d'hébergement.

La région de l'Outaouais a été la première région au Québec à bénéficier d'un territoire entièrement couvert par les CLSC, ceci grâce à un projet-pilote réalisé au début des années 1970.

L'implantation des CLSC et leur collaboration avec les organismes volontaires d'entraide a permis à l'Outaouais de développer un leadership reconnu en matière de prévention.

Comme cela se produit dans tous les autres secteurs, le contexte frontalier influence les affaires sociales en Outaouais. C'est ainsi qu'une importante portion des résidants de l'Outaouais se tournent vers la ville d'Ottawa et la région de l'Est ontarien pour leurs besoins en services de santé. La proportion de la consommation de services de santé en Ontario constituait, en 1982-1983, 42,5 % du total des hospitalisations des habitants de l'Outaouais. Cette forte proportion d'utilisation de services ontariens représente une importante sortie de fonds pour la région. En 1983-1984, la Régie de l'assurance-maladie du Québec a versé près de 70,5 M $ aux établissements de santé et aux médecins ontariens. Cet important manque à gagner nuit au développement du réseau des Affaires sociales de la région[1].

En réaction à cette situation, le gouvernement du Québec a effectué des investissements importants dans les centres hospitaliers de Maniwaki et du Pontiac pour permettre à ces deux établissements de moderniser leurs locaux et d'effectuer un rattrapage en matière d'équipements médicaux. De nombreux projets visant à élargir l'éventail de services spécialisés offerts dans les établissements du Sud de l'Outaouais et à maintenir les centres hospitaliers à la fine pointe du développement technologique sont actuellement en bonne voie de réalisation (ex: unité de soins coronariens au Centre hospitalier régional de l'Outaouais, acquisition d'un appareil de tomodensitométrie axiale par ordinateur, CAT-SCAN, etc...). Le volume d'hospitalisation de résidants de l'Outaouais en Ontario passait d'un taux de 42,5 % en 1982-1983 à un taux de 34,9 % en 1984-1985. Une progression rassurante.

Cependant, à la fin de 1986, la situation s'est compliquée. Cette fois-ci, c'est toute la question des honoraires versés aux médecins ontariens qui faisait l'objet du débat, ceux-ci estimant que les taux de la Régie de l'assurance-maladie étaient trop bas. Les médecins spécialistes sont particulièrement visés à cause de la pénurie de spécialistes dans L'Outaouais. D'ailleurs, le Conseil régional de la santé et des services sociaux de l'Outaouais faisait état de cette pénurie dans son rapport annuel 1985-1986 et évaluait les besoins à un total de 52 spécialistes et de 25 omnipraticiens. Face à cette situation, des avenues de solution sont présentement à l'étude.

1. Lussier, André et Barriault, Claude. Sommet socio-économique de l'Outaouais, Document d'amorce de discussion, table sectorielle sur la santé et les services sociaux p.7.3 et 7.5.

4.2 La culture

La situation de la culture dans l'Outaouais varie beaucoup selon les zones géographiques et les secteurs d'activité. Elle est le reflet, en cela, de la dichotomie zone urbaine/zone rurale.

De plus, la présence à Ottawa d'institutions nationales telles que le Musée des beaux-arts et le Centre national des arts de même que toutes les manifestations culturelles que supporte la Commission de la capitale nationale exercent une influence très forte dans la région, surtout sur le territoire de la Communauté régionale de l'Outaouais.

La très grande majorité des organismes et des équipements culturels sont situés à l'intérieur de la Communauté régionale de l'Outaouais. Mais, malgré cette concentration, la région ne possède pas les infrastructures suffisantes pour assurer son développement, que ce soit pour les arts de l'environnement, les arts d'interprétation, le cinéma ou le patrimoine.

Cela crée un double problème d'accès. D'abord, les créateurs de l'Outaouais ne peuvent pas se produire dans des conditions adéquates et, en plus, la population est privée de la présentation de plusieurs manifestations culturelles « de tournée » puisqu'elles nécessitent un certain nombre d'équipements techniques.

Seul le secteur des lettres est relativement bien développé. Le Salon du livre de l'Outaouais et toutes les activités qui y sont greffées font de cet événement la plus grande manifestation culturelle annuelle dans la région. Il est maintenant le troisième en importance dans la province, après ceux de Montréal et de Québec. C'est aussi un des meilleurs exemples de l'utilisation par la région du marché potentiel ontarien. C'est en effet le seul événement culturel capable d'attirer la clientèle francophone de l'Est ontarien.

PARTIE 5: LE DYNAMISME RÉGIONAL

Au cours des dernières années, divers événements ont entraîné l'émergence dans l'Outaouais d'un dynamisme régional qui prend appui sur un sentiment d'appartenance qui va en s'intensifiant.

La création des MRC a permis de doter les zones rurales de l'Outaouais d'un instrument de développement qui leur est propre et qui les incite à s'exprimer sur la scène régionale.

La volonté de la MRC Antoine Labelle de quitter l'Outaouais pour les Laurentides a suscité d'importantes réflexions et discussions sur la question du redécoupage territorial de la région de l'Outaouais. Ces discussions ont atteint leur apogée à l'occasion de la Commission d'étude sur l'avenir de l'Outaouais. La Commission a aussi permis d'apprécier à sa juste valeur l'importance des inter-relations entre les zones urbaines et les zones rurales pour le développement d'une région de l'Outaouais plus forte et plus solidaire.

Dans la poursuite du cheminement entamé, la région a réclamé la tenue d'un Sommet socio-économique régional qui s'est tenu en mai 1986 et dont les travaux préparatoires ont débuté à l'automne 1984. Le Sommet socio-économique est venu concrétiser, par l'identification d'axes et de projets de développement, une volonté clairement exprimée de travailler à l'échelle régionale, à partir des ressources de la région, au développement équilibré et concerté de l'Outaouais.

Le Sommet a permis de réunir plus de 450 personnes lors des travaux préparatoires. Sur 182 projets et revendications déposés, 59 ont été discutés au Sommet. Le gouvernement s'y est engagé pour une valeur de 82,5 M $ et le milieu pour 62,3 M $, le tout pour une valeur totale de 144,8 M $.

Au-delà des retombées économiques directes, le Sommet a permis aux intervenants et aux décideurs régionaux de travailler ensemble, de développer de nouveaux réseaux d'information et de susciter l'émergence de champs d'intérêt porteurs d'avenir tels que l'entrepreneurship, les perspectives internationales et la haute technologie.

Le suivi de la Conférence socio-économique et l'organisation de la biennale permettront de maintenir ces acquis et même de les consolider autour de la réalisation complète des projets engagés.

PARTIE 6: LA PRÉSENCE GOUVERNEMENTALE DANS LA RÉGION

Il n'est pas dans notre propos d'illustrer l'impact de la présence des gouvernements pour chacun des secteurs de l'activité régionale, mais bien d'indiquer quelques éléments clés du développement.

6.1 Les investissements gouvernementaux

Les données touchant les investissements gouvernementaux de l'ensemble de l'Administration publique québécoise dans l'Outaouais révèlent une légère tendance à la hausse ces dernières années (voir tableau 13). Il faut toutefois noter un effet de transfert de fonds des ministères vers les institutions publiques d'éducation et de santé et services sociaux. C'est en effet dans ces deux secteurs que se sont manifestées les hausses, particulièrement en santé où les investissements gouvernementaux ont plus que doublé entre 1984 et 1986.

TABLEAU 13
DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE
Région de l'Outaouais (,000 $)

	1984	1985	1986
Ministères	56 035	45 241	45 323
Fonds spéciaux	3 913	4 376	4 857
Institutions publiques d'éducation	18 974	31 685	25 553
Institutions publiques de Santé et services sociaux	9 834	14 221	20 366
Total	**88 755**	**95 523**	**96 100**

1984: dépenses réelles
1985: dépenses réelles provisoires
1986: prévisions révisées (mi-année)
Source: B.S.Q. Investissements privés et publics au Québec, 1984-1986 Compilation des tableaux 24-25-26-27

Si l'on considère l'ensemble des investissements publics dans la région, l'apport du gouvernement du Québec ne cesse de croître passant de 167 M $ à 204 M $. Il atteint maintenant 70% de l'ensemble des investissements publics.

TABLEAU 14
ENSEMBLE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS
Région de l'Outaouais (,000 $)

Administration publique	**1984**	**1985**	**1986**
Adm. pub. fédérale	58 528	44 532	29 638
Adm. pub. québécoise	88 755	95 523	96 100
Adm. pub. locales	35 725	53 786	44 756
	183 008	193 841	170 494
Apport de l'administration publique québécoise	48,5 %	49,3 %	56,4 %
Entreprises publiques	**1984**	**1985**	**1986**
Entreprises fédérales	2 348	1 260	4 174
Entreprises québécoises	78 171	94 060	108 167
Entreprises locales	2 507	4 670	9 151
	83 026	99 990	121 492
Apport des entreprises québécoises	94,2 %	94,1 %	89,0 %
Administration et entreprises publiques	**1984**	**1985**	**1986**
Fédérales	60 876	45 792	33 812
Québécoises	166 926	189 583	204 267
Locales	38 232	58 456	53 907
Total	**266 034**	**293 831**	**291 986**
Apport du Québec	62,7 %	64,5 %	70 %

1984 : dépenses réelles
1985 : dépenses réelles provisoires
1986 : prévisions révisées (mi-année)
Source : BSQ, Investissements privés et publics au Québec 1984-1986, tableaux 22, 23, 28 et 30, 31, 32.

L'administration publique fédérale a effectué d'importants investissements dans la région depuis les quinze dernières années, particulièrement par la construction d'édifices administratifs à Hull. Mais, depuis 1984, les sommes consacrées aux immobilisations diminuent de façon marquée. Le tableau 15 est très éloquent à cet égard. On peut y noter que la part outaouaise des investissements fédéraux au Québec a diminué de près de 5 points de pourcentage en trois ans.

TABLEAU 15
DÉPENSES DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE FÉDÉRALE
EN IMMOBILISATIONS ET EN RÉPARATIONS
Région de l'Outaouais (,000 $)

	1984	**1985**	**1986**
Immobilisations	49 891	37 014	20 060
Réparations	8 636	7 518	9 579
Total Outaouais	58 528	44 532	29 638
Total Québec	519 000	508 100	453 500
Outaouais/Québec (%)	11,3	8,8	6,5

Source : B.S.Q. Investissements privés et publics au Québec, 1984-1986, tableau 22

L'instrument clef du gouvernement fédéral pour le développement de l'industrie, le programme de développement industriel et régional (PDIR), a généré des investissements de l'ordre de 3,8 M $ ces deux dernières années.

Les interventions fédérales ont été faites majoritairement dans les domaines de la haute technologie et des produits du bois[1].

6.2 Les programmes majeurs et les Sociétés d'État

La région a bénéficié de deux programmes majeurs du gouvernement du Québec: l'assainissement des eaux et la modernisation de l'industrie des pâtes et papiers.

Le premier programme géré par le ministère de l'Environnement du Québec a été introduit progressivement dans l'Outaouais par les subventions versées à la Communauté régionale de l'Outaouais. De cette façon, l'impact n'a pas été aussi spectaculaire qu'ailleurs mais son effet créateur d'emplois, évalué à 17 emplois par million de dollars d'investissement, aura eu l'avantage d'être plus stable. Les coûts totaux prévus pour l'ensemble du programme sont de l'ordre de 193 M $ et plus de 177 M $ ont déjà été dépensés. La CRO a reçu la grosse part avec 166 M $ dépensés sur son territoire. En dehors de la CRO, sept municipalités ont bénéficié de ce programme: Bouchette, Campbell's Bay, Chapeau, Maniwaki, Papineauville, Plaisance, Thurso et, dans les projets à venir, trois nouvelles municipalités seront touchées: Déléage, Fort-Coulonge et Gracefield.

Le programme de modernisation des pâtes et papiers a demandé des contributions gouvernementales fédérales et québécoises d'environ 54 M $ pour toute la durée de l'opération modernisation, de 1980 à 1986. La direction du développement industriel du ministère de l'Énergie et des Ressources estime que le programme a généré des investissements totaux de l'ordre de 270 M $ dont 158,8 M $ pour les années 1984-1985 et 1985-1986. En général, le gouvernement a participé à 20 % et les entreprises à 80 %.

Dans l'ensemble des dépenses des ministères québécois, les budgets régionaux d'immobilisation sont aussi très révélateurs. Ils fluctuent beaucoup d'une année à l'autre au gré des grands programmes d'investissement. Mais le ministère des Transports bénéficie toujours de la plus grande part des budgets. Le tableau suivant donne un aperçu des dépenses d'immobilisation des ministères dans l'Outaouais.

TABLEAU 16
[illegible]

Ministères ou organismes	1985-1986	1986-1987
Agriculture	1 430	1 436
Transports	25 310	22 434
Loisirs, Chasse et Pêche	107,2	103,6
Affaires culturelles	287	603
Éducation	1 100,8	948
Énergie et Ressources	—	1 200
OPDQ	2 600	2 400
	30 835	28 124,6

Source: Directions régionales des ministères, Gouvernement du Québec.

1. PDIR, Ministère de l'expansion industrielle régionale, administration des programmes industriels.

Les investissements gouvernementaux prennent également la forme d'un support au fonctionnement des activités régionales. Citons, à titre d'exemple, les subventions du MLCP au secteur du loisir qui oscillent autour de 1,3 M $ par année.

Les grandes Sociétés d'État sont très peu présentes sur le territoire régional. Notons seulement la présence d'HydroQuébec, les interventions de la Société de développement industriel et, dans une moindre mesure, de Rexfor.

Hydro-Québec emploie plus de 500 personnes dans l'Outaouais et ses dépenses annuelles sont de l'ordre de 53,7 M $ en 1985 et de 51,2 M $ en 1986. Près de la moitié de ces sommes vont à l'immobilisation, particulièrement au programme d'amélioration de continuité de service. Mentionnons enfin qu'Hydro-Québec a fait construire, au coût de 27 M $, un nouveau centre administratif à Hull durant les années 1981-1982.

La présence de la Société de développement industriel a été particulièrement évidente dans les secteurs de la haute technologie et de la transformation du bois. La Société est aussi intervenue dans une moindre mesure auprès de pourvoiries et d'entreprises de services. Ses interventions les plus fréquentes sont la garantie de prêt et la protection contre la hausse des taux d'intérêt. Durant les années 1985 et 1986, la SDI s'est engagée pour une valeur de 10,6 M $ auprès d'une vingtaine d'entreprises suscitant des investissements de l'ordre de 70 M $ dont 40 M $ s'appliquent aux investissements d'une entreprise de produits chimiques. De plus, quatre Sociétés de placement dans l'entreprise québécoise (SPEQ) ont été mises sur pied, générant des investissements de plus de 300 000 $.

La société Rexfor a supporté l'entreprise Scierie Grand-Remous enr. qui lui appartient à 60 %. En 1982, à la suite de l'effondrement du marché du bois d'œuvre, Rexfor s'est associé à la CIP dans un plan de relance de l'entreprise pour augmenter la valeur des produits fabriqués, accroître la productivité de l'usine et réduire les pertes dues à la transformation du bois[1]. L'application de ce plan commandait des investissements de plus de 2 M $.

6.3 Les programmes de création d'emplois

Les programmes de création d'emplois ont obtenu des résultats fort intéressants dans la région. Un premier groupe de programmes administrés par le ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du Revenu vise à augmenter les capacités et les aptitudes des jeunes à se trouver un emploi: rattrapage scolaire, stage en milieu de travail et travaux communautaires.

TABLEAU 17
PARTICIPATION AUX PROGRAMMES DE CRÉATION D'EMPLOIS ADMINISTRÉS PAR LE MMSR (Nombre de personnes)
Région de l'Outaouais

Programmes	1984-1985 *	1985-1986	1986-1987	Total
Travaux communautaires	806	1 201	617	2 624
Stages en milieu de travail	581	752	487	1 820
Rattrapage scolaire	390	720	938	2 048
Total:	**1 777**	**2 673**	**2 042**	**6 492**

Source: Direction régionale du MMSR
* **Les programmes ont commencé à des dates différentes durant l'année.**

1. Rexfor, Rapport annuel 1985-1986.

Bien que les trois programmes aient attiré chacun un bon nombre de personnes, c'est celui de rattrapage scolaire qui devrait progresser le plus longtemps parce que la grande majorité des jeunes bénéficiaires de l'Aide sociale n'ont pas terminé leur secondaire.

Un second groupe de programmes administré par le ministère de l'Industrie et du Commerce favorise l'embauche directe et l'intégration permanente des jeunes au marché du travail. Ce sont Uni-PME, Outils de gestion et Bourses d'affaires. Ces programmes sont maintenant terminés. Dans l'Outaouais, ils ont donné durant les deux dernières années financières les résultats apparaissant au tableau 18.

TABLEAU 18
PROGRAMMES DE CRÉATION D'EMPLOIS ADMINISTRÉS PAR LE MIC DE 1984 À 1986
Région de l'Outaouais

Programmes	Nombre de projets	Subventions $
Bourses d'affaires:	42	357 000
Outils de gestion:	34	173 740
Uni-PME:	6	42 760
Total:	**82**	**573 500**

Source: Direction régionale du MIC.

6.4 Le Sommet socio-économique

L'organisation et la tenue du Sommet socio-économique a été l'événement majeur des années 1985 et 1986 et celui qui a le plus marqué l'intervention gouvernementale dans la région.

C'est d'ailleurs par le Sommet que le gouvernement a illustré de façon concrète la nouvelle orientation de son implication régionale selon laquelle il met l'emphase sur le support aux initiatives privées et communautaires. L'esprit même du Sommet veut d'ailleurs que les différents intervenants deviennent des partenaires du développement aux étapes de la priorisation et du financement des projets.

Un total de 59 propositions d'action ont été discutées par les participants et 34 d'entre elles ont fait l'objet d'engagements financiers. Globalement, le gouvernement s'est engagé à participer pour une valeur de 57 % des sommes requises et le milieu pour 43 %, le tout pour une valeur totale d'environ 150 M $. De plus, 18 propositions d'action ont obtenu l'appui du gouvernement sous forme d'accord de principe encourageant la poursuite des dossiers.

Les engagements les plus significatifs ont été pris dans les secteurs du transport (ex: prolongement de l'autoroute 5 et amélioration de la route 105), de l'agro-alimentaire (ex: fromagerie à Plaisance), de la forêt (ex: développement d'un centre de recherche en sylvichimie) et du tourisme (ex: études du corridor nautique Hull-Montréal sur l'Outaouais et plan de développement touristique).

6.5 L'OPDQ et le développement régional

L'OPDQ dispose de deux programmes d'intervention : le Fonds de développement régional (FDR) et le Programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC). Les budgets de ces deux programmes ont contribué à lancer des projets importants originant des entreprises ou des organismes du milieu.

Le programme FDR s'adresse aux municipalités, aux MRC et aux organismes sans but lucratif pour la mise en place d'équipements collectifs tandis que l'action du PECEC est essentiellement orientée vers une clientèle qui provient du secteur privé et vise la création d'emplois permanents dans des secteurs d'activités non saturés.

Durant les deux dernières années, les efforts de développement de l'OPDQ ont permis de supporter les initiatives du milieu par une injection de fonds de 4 M $ répartis entre 42 projets (20 du FDR et 22 du PECEC). Les investissements totaux générés dépassent les 21 M $. Les interventions des deux programmes se caractérisent par la diversité des secteurs touchés : la haute technologie, le tourisme, les services de même que les transports.

La programmation régionale de l'OPDQ a été largement orientée par la tenue du Sommet socio-économique de mai 1986. Ses champs prioritaires d'intervention sont d'ailleurs établis en fonction des grands axes de développement régional déterminés à l'occasion du Sommet.

CONCLUSION

Le Bilan socio-économique a permis de faire le point sur les principaux changements survenus dans les différents secteurs d'activité économique au cours des années 1985 et 1986 dans l'Outaouais. Il a aussi permis de situer la plupart des variables régionales par rapport aux autres régions du Québec afin de mieux évaluer les forces et faiblesses de la région dans l'ensemble québécois.

Dans plusieurs cas, il a fallu analyser séparément les données de la zone rurale et de la zone urbaine afin de respecter les caractéristiques propres à chaque territoire. Cela a permis de transmettre une image plus réaliste de la région.

L'examen des différents secteurs d'activité a conduit à la reconnaissance du double défi de la région : combler les retards dans les infrastructures régionales et favoriser par tous les moyens possibles le développement des potentiels de la région.

Dans le contexte actuel où il faut tenir compte de changements qui s'effectuent de plus en plus rapidement, le bilan socio-économique de l'Outaouais devra faire l'objet d'une mise à jour régulière de la part des différents intervenants afin de conserver sa valeur consultative.

ANNEXE 1

Les organismes d'intervention particuliers à l'Outaouais

Le contexte socio-politique très particulier de l'Outaouais a amené le gouvernement du Québec à se donner les moyens de planifier l'aménagement du côté québécois de la région de la capitale nationale. Deux organismes ont été créés à cet effet en 1969, la Communauté régionale de l'Outaouais et la Société d'aménagement de l'Outaouais.

La CRO eut pour principal mandat de favoriser la coordination entre les municipalités membres et d'élaborer un schéma d'aménagement sur son territoire dont les limites s'apparentent à celles du territoire québécois de la Commission de la capitale nationale. Le gouvernement du Québec souhaitait que la CRO devienne un interlocuteur régional dans les relations intergouvernementales afin que les intérêts régionaux et québécois soient pris en compte.

La SAO eut pour mission de favoriser l'essor économique de l'Outaouais et de réaliser des projets d'équipement industriel, commercial, récréatif et touristique sur un territoire qui couvre la région 07 actuelle.

Le troisième organisme d'intervention particulier à l'Outaouais est la Commission de la capitale nationale. Créée en 1958 pour remplacer la Commission du district fédéral, la CCN couvre les territoires de la Communauté régionale de l'Outaouais et de la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton. Elle poursuit des objectifs et des politiques d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région basés sur des considérations d'intérêt national.

Il est à noter que le gouvernement ontarien a, lui aussi, reconnu les particularités de la région de la capitale canadienne et a créé trois organismes dont les deux premiers sont les pendants plus ou moins fidèles de la CRO et de la SAO ainsi qu'une Société de développement industriel régionalisée. Ce sont la Municipalité régionale d'OttawaCarleton (MROC), la Commercial and Industrial Development Corporation (CIDC) et l'Eastern Ontario Development Corporation (EODC).

Gouvernement du Québec
Ministère du Conseil exécutif
Office de planification et de développement du Québec